



ARS Île-de-France

**Contrôle sur pièces
09/09/2024**

Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)

**EHPAD Hôpital Gériatrique de Plaisir – Site Mansart
220, Rue Mansart. 78375 PLAISIR**

SYNTHÈSE DU RAPPORT DE CONTRÔLE

Tableau récapitulatif des écarts

Numéro	Contenu
E1	Ni le projet stratégique du CHP ni le projet EHPAD / USLD ne mentionnent le rôle du MEDEC dans l'élaboration du projet de soins.
E2	L'organigramme de fonctionnement de l'EHPAD n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E3	Aucune information relative au contrat de travail du directeur adjoint, ni ses diplômes et qualifications, ni sa fiche de poste, ni le document unique de délégation ne sont transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L1421-3 du CSP.
E4	Aucune information relative au contrat de travail de l'infirmière coordinatrice, ni ses diplômes et qualifications, ni sa fiche de poste, ni l'inscription à jour des cotisations 2024 à l'Ordre National Infirmier ne sont transmis à la mission, ce qui contrevient à l'article L1421-3 du CSP
E5	Bien que tous qualifiés au titre de l'article D312-157 du CASF aucun des 3 médecins n'est nommé MEDEC ce qui contrevient à l'article D312-156 du CASF
E6	L'inscription au tableau des Yvelines de l'Ordre des médecins du [REDACTED] n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L1421-3 du CSP
E7	La fiche des missions du MEDEC n'est pas transmise à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E8	Les lignes de garde et/ou astreinte direction et proximité concernant l'EHPAD ne sont pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du
E9	Le planning des CODIR de l'EHPAD n'a pas été transmis ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF
E10	Le document unique de délégation du directeur de l'EHPAD n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF
E11	Le document de subdélégation de signature du directeur de l'EHPAD n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF.
E12	Le procès-verbal de composition du CVS ne fait pas apparaître l'intégralité de ses membres, ce qui contrevient aux articles D.311-4 à -6 du CASF.
E13	Les EI-EIGS ne font pas l'objet d'un ordre du jour lors des réunions de CVS ce qui contrevient à l'article R331-10 du CASF
E14	Le rapport annuel d'activité n'est pas transmis à la mission

Numéro	Contenu
E15	Le dernier rapport d'évaluation externe n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E16	Le dernier rapport d'audit interne n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E17	Inscrire dans la fiche de gestion des EIG l'envoi systématique à l'ARS et au CD de tout EIG conformément aux articles L. 331-8-1 et R.331-8 à 10 du CASF, à l'arrêté du 28/12/2016 modifié (Nature des dysfonctionnements graves et évènements à déclarer aux autorités administratives) et à la fiche interne DOC.OPC.QAL.071
E18	Les comptes-rendus des commissions qualité de l'EHPAD ne sont pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E19	L'extraction du plan d'actions correctives et leur déclaration aux autorités de contrôle n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E20	Les plannings nominatifs de l'ensemble des salariés et stagiaires ne sont pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L1421-3 du CSP
E21	L'analyse des plannings des 3 bâtiments de l'EHPAD pour le mois de septembre met en évidence une insuffisance de présence infirmière pour superviser les personnels des 3 bâtiments de L'EHPAD ce qui ne permet pas de garantir la qualité et la sécurité de la prise en charge des 148 résidents.et contrevient à l'article L.311-3-1° du CASF.
E22	Les personnels infirmiers suivants n'ont pas transmis leur attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 ni les justificatifs d'inscription à jour des cotisation 2024 à l'Ordre National Infirmier : [REDACTED] [REDACTED] ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP.
E23	[REDACTED]. a transmis la traduction d'un diplôme obtenu au Portugal sans validation par un organisme français. D'autre part, elle n'a pas transmis l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 ni l'attestation d'inscription à jour de cotisation 2024 à l'Ordre National Infirmier
E24	[REDACTED]. a transmis la traduction d'un diplôme obtenu en Roumanie mais sans validation par un organisme français. D'autre part, elle n'a pas transmis l'attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau

Numéro	Contenu
	2 ni l'attestation d'inscription à jour de cotisation 2024 à l'Ordre National Infirmier
E25	Les personnels Aides-Soignants n'ont pas transmis leur attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP.
E26	Les personnels Aide Médico-Psychologique n'ont pas transmis leur attestation de formation aux gestes et soins d'urgence de niveau 2 à la mission, ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CSP
E27	La fiche de tâches heurées des professionnels AS en poste de nuit pour le secteur Roseraie n'est pas transmise à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF
E28	Les fiches de tâche heurées des professionnels AES - ASH sur les postes de jour ne sont pas transmises à la mission, ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF
E29	La fiche de tâches heurées des professionnels AS - AES - ASH sur les postes de nuit pour le secteur Roseraie n'est pas transmise à la mission ce qui contrevient à l'article L.1421-3 du CASF
E30	L'aide à la prise des médicaments n'est pas clairement définie dans les fiches de tâches heurées des personnels ASH et AS-AMP-AES ce qui contrevient à l'article L.311-3-1° du CASF
E31	Le RAMA 2023 n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient à l'article L1421-3 du CSP
E32	La convention DASRI transmise est incomplète, elle ne précise pas l'établissement et point de collecte concerné par l'enlèvement des DASRI, ce qui contrevient à l'article R.1335-3 du CSP.
E33	Le calendrier et compte-rendu concernant la commission gériatrique n'est pas transmis à la mission ce qui contrevient aux articles L.1421-3 du CSP et D312-1578 du CASF
E34	Le document "Aide à la prise des médicaments par les AS et AES Secteur médico-social" ne reprend pas les conditions prévues par l'article L.313-26 du CASF.

Tableau récapitulatif des remarques

Numéro	Contenu
R1	Le règlement de fonctionnement transmis à la mission concerne l'EHPAD, l'USLD, le FAM, le FAM-PHV, le FV et la MAS, et date de 2018
R2	Le projet d'établissement transmis est un document de travail.
R3	Le projet d'établissement formalisé concerne à la fois l'EHPAD et l'USLD.
R4	Le livret d'accueil est transmis à la mission, toutefois il ne comporte pas de date d'édition.
R5	Le projet stratégique commun à l'EHPAD et à l'USLD ne présente pas les dispositions relatives aux soins palliatifs dans les EHPAD.
R6	Le plan grand froid est abordé comme risque naturel déclencheur de situation sanitaire exceptionnelle ce qui ne correspond pas aux bonnes pratiques rédactionnelles du guide d'aide à l'élaboration du Plan Bleu EHPAD de la DGS version 2022
R7	Le CVS ne s'est réuni qu'une seule fois depuis le début de l'année 2024 (le 11 avril). Le nombre de CVS minimal prévu par le CASF est de 3 par an.
R8	Le PAQSS (Plan d'Action Qualité Sécurité des Soins), de septembre 2023 concerne l'établissement support dans sa globalité, avec 40 points spécifiques aux ESMSS.
R9	La déclaration aux organismes de tutelle n'apparaît pas sur les fiches synthèse d'un EI-EIG
R10	Un sous-effectif sur la catégorie professionnelle infirmière est mis en évidence au regard des éléments transmis ce qui peut entraîner des risques pour la prise en charge sécuritaire des résidents de l'EHPAD
R11	Un sous-effectif sur la catégorie professionnelle infirmière est mis en évidence au regard des éléments transmis ce qui peut entraîner des risques pour la prise en charge sécuritaire des résidents de l'EHPAD
R12	Les tâches et missions confiées sur les postes de nuit aux professionnels AS/AMP/AES et ASH sont identiques
R13	Seuls la composition et l'entretien des DSA sont mentionnés dans la procédure "Gestion du chariot d'urgence SITE MANSART".

Conclusion

Le contrôle sur pièces de l'EHPAD **Hôpital Gériatrique de Plaisir**, situé au 220 Rue Mansart – 78375 PLAISIR, N°FINESSE ET 78085966, a été réalisé le lundi 09 septembre 2024 à partir des réponses apportées et des documents transmis par l'établissement.

La mission de contrôle a constaté des dysfonctionnements majeurs dans le respect des textes en vigueur et des règles de bonnes pratiques des domaines suivants :

1. GOUVERNANCE

- 1.1 Conformité aux conditions de l'autorisation ou de la déclaration
- 1.2 Management et Stratégie (**E1 à E11 et R1 à R6**)
- 1.3 Communication interne et affichages : **Non évalué par la mission**
- 1.4 Animation et fonctionnement des instances (**E12 à E13 et R7**)
- 1.5 Gestion de la qualité, des risques et des vigilances (**E14 à E19 et R8 à R9**)

2. FONCTIONS SUPPORT

- 2.1 Gestion des ressources humaines (**E20 à E30 et R10 à R12**)
- 2.2 Gestion budgétaire et financière : **Non évalué par la mission**
- 2.3 Gestion de l'activité et de l'information (**E31 à E32**)
- 2.4 Bâtiments, espace extérieurs et équipement : **Non évalué par la mission**
- 2.5 Sécurité

3. PRISE EN CHARGE

- 3.1 Organisation de la prise en charge et de l'hébergement du résident
- 3.2 Vie sociale et relationnelle
- 3.3 Qualité des prestations offertes par l'EHPAD (**E33**)
- 3.4 Organisation interprofessionnelle
- 3.5 Organisation de la Restauration
- 3.6 Organisation des soignants
- 3.7 Organisation des postes de soins : **Non évalué par la mission**
- 3.8 Organisation des soins d'hygiène et de confort : **Non évalué par la mission**
- 3.9 Organisation du circuit du médicament (**E34**)
- 3.10 Organisation de la prise en charge de la douleur
- 3.11 Organisation de la prise en charge en situation d'urgence (**R13**)

4. RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR

- 4.3 Coordination avec les secteurs médico-sociaux
- 4.4 Coordination avec les partenaires de l'orientation : **Non évalué par la mission**

Ces constats nécessitent que le gestionnaire et le directeur de l'établissement engagent rapidement des actions de correction/ d'amélioration.